

Synthèse régionale

En 2017, la reprise économique se confirme

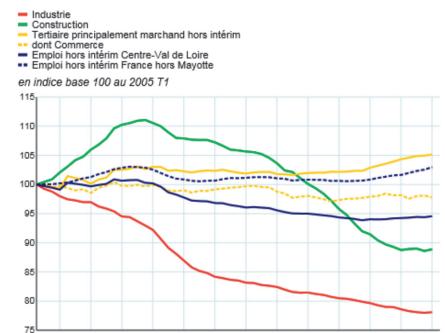
Vincent Bernard, Insee Centre-Val de Loire

La reprise observée en France continue de profiter à la région Centre-Val de Loire. Parfois en avance de phase et parfois davantage en difficulté que nationalement, les capacités de rebond de la région ont été particulièrement mises à l'épreuve : les effets de la crise économique se sont fait sentir plus longtemps dans la région et la reprise entamée au niveau national y reste plus modérée. Pour autant, en 2017, les principaux indicateurs économiques de la région sont tout à fait favorables.

L'emploi toujours bien orienté

Pour la troisième année consécutive, l'emploi poursuit sa croissance dans la région. Avec une progression de + 0,6 % en un an, l'augmentation de l'emploi salarié reste importante mais tend à ralentir après une croissance de + 1,1 % en 2016. De plus, l'écart de croissance avec la France métropolitaine s'accentue en un an de un point. Pour la première fois depuis 2009, le secteur de la construction a cessé de perdre des emplois et la situation de l'emploi dans l'industrie, après des années plus difficiles, se dégrade beaucoup moins en 2017 (- 0,6 %). C'est davantage la moindre hausse de l'emploi dans le tertiaire marchand (+ 1,2 % contre + 2,6 en 2016) et surtout dans l'intérim (+ 4,8 % après + 19,6 %) qui explique la moindre progression de l'emploi en 2017.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié



Note : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Champ : emploi salarié en fin de trimestre (hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs).
Source : Insee, estimations d'emploi

Confirmation de la baisse du taux de chômage...

S'il représente toujours un niveau important (8,3 %), le taux de chômage régional a connu, comme en France métropolitaine, une baisse tout à fait significative en 2017 de 1,1 point.

Cette évolution favorable s'explique par la

croissance de la population active dans la région, mais également par une baisse du nombre de demandeurs d'emplois. Le nombre de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi sans aucune activité baisse ainsi dans la région de 1 % en 2017 pour s'établir en fin d'année à 128 700.

...qui doit être nuancée pour les femmes et les personnes en situation d'activité réduite

La baisse des inscrits à Pôle emploi sans activité ne s'observe cependant que pour les hommes (- 3,1 %). Le nombre de femmes inscrites en catégorie A augmente en effet de 1,2 % sur un an. En outre, les demandeurs d'emplois inscrits à Pôle emploi ayant eu une activité réduite sont plus nombreux en fin d'année (+ 1,5 % pour l'ensemble des catégories A, B et C) qu'ils ne l'étaient fin 2016 dans la région comme en France.

2 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	DEFM au 31/12/2017 (millier)	en %		
		Glissement annuel (1)		
		Catégories A, B, C	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	106,1	- 0,3	- 3,1	
Femmes	115,4	3,2	1,2	
Moins de 25 ans	32,8	- 1,4	- 3,1	
25 à 49 ans	133,7	1,5	- 0,9	
50 ans ou plus	55,0	3,2	- 0,1	
Inscrits depuis un an ou plus	104,3	2,6	nd	
Centre-Val de Loire	221,5	1,5	- 1,0	
France métropolitaine	5 683,2	2,5	- 0,2	

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017.

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; Dares

La démographie des entreprises confirme les signaux de reprise économique

Pour la première fois depuis 2014, le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand non agricole est en progrès dans la région. En particulier, le nombre de sociétés créées atteint un niveau record et concerne à présent une création sur trois.

Après une année de très forte réduction des défaillances d'entreprises (- 16,8 %), l'année 2017 présente un résultat plus modeste (- 2,8 %), mais qui confirme cependant la bonne orientation globale de la démographie des entreprises de la région.

La reprise se confirme pour le transport et la construction

Pour le secteur des transports, la reprise esquissée en 2016 se confirme en 2017 en

termes de fret ou d'immatriculations de véhicules neufs. Le volume de marchandises transportées par route au sein de la région atteint ainsi son plus haut niveau depuis 10 ans.

Pour la construction, les permis de construire de logements neufs poursuivent, voire améliorent leur progression, en particulier pour les mises en chantiers.

L'agriculture retrouve un niveau de production satisfaisant

Après les événements météorologiques particulièrement difficiles de 2016, l'année 2017 marque un retour de la plupart des productions agricoles à une certaine normalité. Les rendements et la qualité sont globalement au rendez-vous.

En revanche, les cours des céréales et des viandes restent décevants, celui du porc en particulier s'est effondré au second semestre en raison, notamment, d'une baisse de la demande chinoise. Seul le prix du lait de vache payé aux producteurs s'est redressé, mais au prix d'une baisse de la production.

La plus importante fréquentation touristique depuis 2010

Avec une présence de la clientèle française soutenue, en particulier dans les campings, et une attractivité retrouvée de la clientèle étrangère, la fréquentation touristique de la région a été remarquable en 2017 : près de 6 millions de nuitées dans les hôtels et 2 millions dans l'hôtellerie de plein air. La progression de la fréquentation touristique atteint ainsi cette année + 4,4 %.

Le seul indicateur moins favorable pour la région est celui de la durée moyenne des séjours qui reste, malgré une certaine amélioration, inférieur à celui du reste de la France.

La santé des commerces reste fragile

La consommation des ménages a été contrariée par les incertitudes politiques liées aux élections, puis à la fin de l'année par un attentisme, notamment chez les retraités, de l'effet des premières mesures du gouvernement. Malgré cela, les commerçants de la région déclarent, en moyenne, une situation moins délicate qu'en 2016.

Le solde du commerce extérieur consolidé

L'excédent commercial de la région a plus que doublé en un an et s'établit à millions d'euros. Les échanges commerciaux de la région ont gagné en intensité : les importations ont augmenté de 1,3 % et les exportations de 3,7 %. ■

Contexte national

L'économie française progresse vivement en 2017

Bruno Patier, Division Synthèse Conjoncturelle

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %) portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %). Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %). L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (graphique 1).

Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %). Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure.

En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008.

L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des

livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

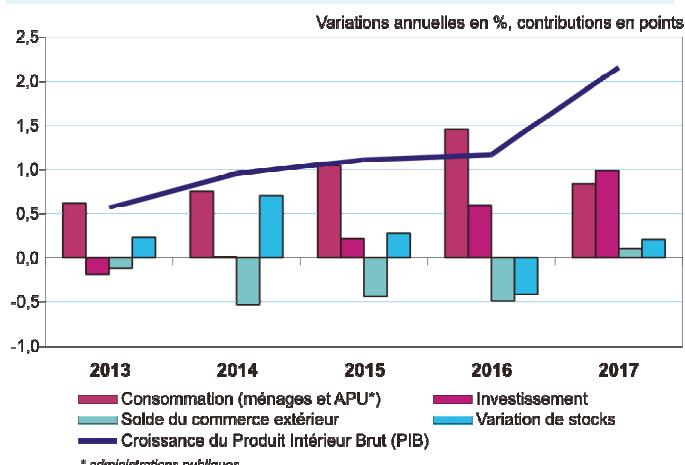
L'accélération de l'emploi a conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

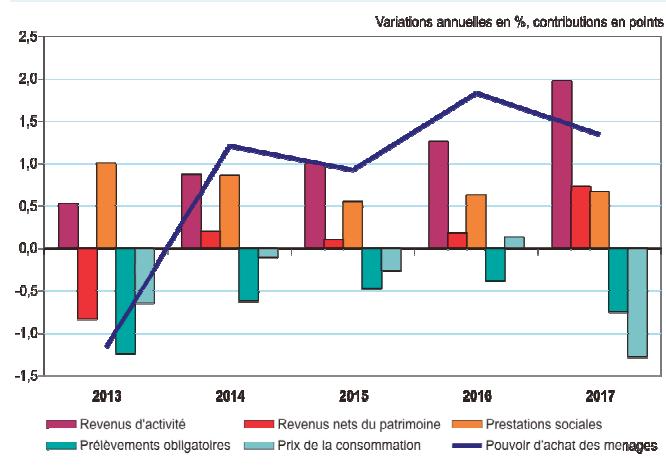
En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emporte sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %, graphique 2). ■

1 L'investissement est le facteur contribuant le plus à la croissance du PIB en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

2 La vigueur des revenus d'activité et du patrimoine soutiennent le pouvoir d'achat des ménages en 2017



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014